



CNT Syndicat des travailleuses et travailleurs de l'éducation 75

37 bis rue des 3 bornes, Paris.

Contact : educ.rp@cnt-f.org

Les rythmes scolaires : une obsession gouvernementale contre l'école publique

En 2008, le ministre de l'Éducation nationale Xavier Darcos décide de supprimer l'école le samedi matin. Personne dans la communauté éducative ne le réclame et nombre de pédagogues défendent ce temps particulier, qui permettait notamment de faire venir les parents à l'école. Première conséquence, une réduction du temps scolaire pour tous les enfants mais sans réduction du temps de travail des enseignant-es. Les deux heures supprimées ont été remplacées par les APC (activités pédagogiques complémentaires), qui la plupart du temps ont lieu sur le temps de pause du midi, avec les élèves considérés en difficulté. Cela a donc alourdi aussi les journées de ces enfants, tout en participant à les

stigmatiser et à inquiéter leurs parents. Derrière cette réforme, l'idée était de supprimer un maximum de postes, tout en alourdissant de manière démesurée les programmes. Faire plus avec moins de temps et moins de personnel, trier les enfants, favoriser l'obsession des programmes et des savoirs fondamentaux au détriment d'une école plus ouverte sur la vie et sur la participation de toute la communauté éducative.

En 2012, le nouveau ministre socialiste de l'Éducation nationale Vincent Peillon s'attaque de nouveau aux rythmes scolaires. L'idée est de revenir à une semaine scolaire de 4 jours et demi. Tous les spécialistes ou professionnels de l'enfance s'accordent pour promouvoir le samedi, mais c'est le mercredi qui est choisi, option privilégiée par les lobbies touristiques ou par celles et ceux qui ont une maison de campagne. On est loin de l'intérêt de tous les enfants ! Avec l'école le mercredi et la multiplication de temps d'animation hachés, c'est aussi tout le secteur et le sens des métiers de l'animation qui est affecté. Les collectivités doivent recruter massivement du personnel souvent non-formé, avec des contrats précaires, voire vacataires, pour quelques heures par semaine, exerçant dans des conditions dégradées. La journée du mercredi, qui laissait le temps de projets pédagogiques et de sorties d'envergure, s'est trouvée amputée.

En 2017, le nouveau ministre Jean-Michel Blanquer permet aux communes qui n'ont pas les moyens d'assumer cette réforme, de revenir à 4 jours. Plus de 93 % d'entre elles font ce choix. Mais pas à Paris, où l'école continue le mercredi, un choix de rythme pourtant épuisant pour les enfants et les enseignant-es.



La convention sur les temps de l'enfant

En mai 2025, une convention citoyenne, composée de 133 personnes tirées au sort, est convoquée pour réfléchir aux temps de l'enfant. Son rapport a été remis le 23 novembre. Les propositions concernant le temps scolaire vont toujours dans le même sens : une semaine de 5 jours du lundi au vendredi. Le rapport renforce de plus l'idée d'une école où savoirs théoriques et pratiques pourraient être séparés, où le cerveau et le corps ne fonctionneraient pas ensemble, une école où les activités culturelles, artistiques et physiques n'auraient plus leur place, en bref une école publique ennuyeuse et excluante. Il est à craindre également que si la proposition de terminer l'école à 15h30 tous les jours était retenue, chaque famille serait renvoyée à ses propres ressources concernant les activités périscolaires. Un véritable cadeau pour le marché de l'offre éducative, l'école privée et les classes bourgeoises. L'ennui et le stress des enfants et des adolescent-es à l'école publique sont lourdement relayés dans ce rapport. Mais rien n'est dit sur la politique



macroniste : évaluations nationales, management agressif, groupes de niveaux, réforme du bac, attaques contre les lycées professionnels dont plusieurs ont disparu, parcoursup, diminution des places dans l'enseignement supérieur liée à la loi sur l'autonomie des universités, répression policière terrible contre les lycéen·nes qui se mobilisent, militarisation et brutalités éducatives par le biais des dispositifs comme le SNU, absence de perspectives professionnelles, paupérisation des familles et nombre croissant d'enfants à la rue... C'est pourtant première responsable de l'état préoccupant de la santé mentale des plus jeunes.

Maintenir le temps scolaire pour tous les enfants à l'école publique avec une journée de pause dans la semaine et réduire les temps de travail des enseignant.es.

La réduction du temps scolaire est une attaque frontale contre les populations les plus pauvres qui ne pourront pas accéder à des activités payantes hors de l'école. Nous refusons de plus une vision de l'école obsédée par l'évaluation, les savoirs abstraits, qui sépare théorie et pratique et encourage le tri des élèves dès le plus jeune âge. Nous voulons aussi défendre une école où les professionnel·les ne soient pas épuisé·es et parfois contraint·es de démissionner face à l'impossibilité d'assumer ces rythmes intenable et ces conditions de travail dégradées. La profession enseignante dans le 1er degré n'a pas connu de réduction du temps de travail depuis 1972, année où le temps scolaire est passé de 30 h à 27 h par semaine. Le temps de travail enseignant ne cesse au contraire d'augmenter. Une étude récente démontre que cette profession travaille en moyenne 41h/semaine. Rien d'étonnant au vu de l'ampleur des tâches et des missions qui ne cessent de grossir : alourdissement des programmes, des tâches administratives, inclusion sans moyens suffisants ... Et ne l'oublions pas, depuis 1990, passage de l'âge légal de départ à la retraite de 55 à 60 ans, puis 62 et maintenant 64 ans ! C'est quasiment 10 ans de travail supplémentaire en un temps record !

Il serait pourtant possible de décorrélérer le temps de travail des enseignant.es du temps scolaire des enfants. Le dispositif, créé il y a quelques années mais rapidement supprimé, « plus de maitres que de classes », permettrait d'allier maintien du temps scolaire pour tous les enfants et réduction du temps de travail des enseignant.es.

Revendiquons le recrutement de personnels d'enseignement, d'animation et d'éducation qui auraient la possibilité d'approfondir leurs formations dans des disciplines aussi importantes que les activités physiques et artistiques, la littérature, l'écriture, le théâtre, les sciences, le bricolage, l'écologie, la vie affective et relationnelle, la philosophie, les jeux coopératifs... Imaginons un temps scolaire qui ne soit plus seulement centré sur le « lire/écrire/compter/calculer » mais où ces différent·es professionnel·les pourraient travailler en co-intervention pour créer des espaces, des temps et des ressources suffisamment variées pour que chaque élève puisse apprendre à son rythme, sereinement, en faisant le lien et en donnant du sens à tous ces savoirs. Ne serait-ce pas cela, les fondamentaux ? Repenser les rythmes de travail, des enfants comme des adultes qui les accompagnent, c'est sortir d'une logique comptable de nombre d'heures de « face-à-face » pédagogique, pour entrer dans une réflexion sur la qualité, les contenus, les espaces et les objectifs du travail. Et dans ce domaine, il est grand temps de réactiver l'imagination et les utopies. Quel meilleur moyen d'imaginer l'avenir autrement que sous le joug de l'exploitation, de la guerre et de la haine de l'autre ou du fanatisme ? Faisons confiance à celles et ceux qui accompagnent les enfants au quotidien pour organiser, avec des moyens à la hauteur des enjeux, les conditions de travail les plus adaptées pour toutes et tous !

